

# MULTILINGUISME AU NIGER

**Daniel BARRETEAU**

Linguiste, UR 51 : "Patrimoine, culture, environnement"

Département de linguistique et Département de sociologie de l'Université de Niamey

A travers ce texte, nous voudrions présenter les grandes lignes d'un programme de recherche mené conjointement par l'ORSTOM et l'Université Abdou Moumouni de Niamey. Le projet, intitulé "Systèmes éducatifs et multilinguisme au Niger", est coordonné par un linguiste de l'ORSTOM, Daniel Barreteau, et par des enseignants-chercheurs de l'Université : un linguiste, Issoufi Alzouma Oumarou et un sociologue, Ali Daouda. Une vingtaine d'étudiants du Département de linguistique et du Département de sociologie y sont associés.

## I. MOTIVATIONS

Le Niger, en pleine période de crise économique et de démocratisation, se trouve être un pays dont le taux de scolarisation est des plus faibles au monde : on estime à moins de 23 % la population scolarisée. La crise économique et sociale se traduit aussi par une crise du système éducatif. Des réformes, préconisées depuis de nombreuses années, s'avèrent de plus en plus incontournables.

Dans les études critiques des systèmes éducatifs des pays en voie de développement, on ne manque pas de souligner l'importance des facteurs économiques et sociaux responsables de la détérioration des conditions d'enseignement : fort accroissement démographique, baisse des revenus, insuffisance des moyens par rapport à la demande, inadaptation des programmes par rapport aux réalités du milieu, manque de débouchés à la sortie de l'école d'où une perte de confiance dans un système scolaire encore très faiblement enraciné... On mentionne aussi, depuis près de vingt ans, les problèmes culturels et linguistiques sans toutefois leur accorder une attention suffisante. On y fait seulement allusion alors que des problèmes spécifiques se posent dans tous les pays multilingues et dans les pays à tradition orale où "l'école des Blancs" est ressentie comme destructurante sur le plan culturel et même sur le plan économique, les scolarisés étant coupés de leur propre milieu.

Outre les facteurs économiques, une raison des échecs du système scolaire est certainement la mauvaise intégration de l'école dans la société et l'inadéquation des méthodes d'enseignement, due notamment à la non-reconnaissance de la situation linguistique et à la mauvaise maîtrise (de la part des élèves comme des maîtres) de la langue officielle, langue étrangère. Il convient donc d'évaluer très précisément la situation linguistique et socio-linguistique de l'ensemble du Niger et en particulier :

- de mesurer les compétences linguistiques dans les différentes langues du pays et de relever les attitudes vis-à-vis de l'usage des langues, particu-

lièrement chez les partenaires de l'école, chez les agents de développement comme dans les medias ;

- d'étudier les variations du français tel qu'il est pratiqué au Niger, notamment dans le milieu scolaire (la même démarche pourrait être appliquée aux langues nationales susceptibles de devenir "officielles"), de manière à en améliorer l'enseignement et la pratique ;
- de cerner les stratégies familiales éducatives dans la mesure où des alternatives sont offertes ;
- d'évaluer les différentes expériences menées dans les langues nationales ;
- de préciser les besoins essentiels et de proposer des solutions alternatives pour revitaliser l'école au Niger.

Ces diverses études devraient apporter des matériaux solides pour aider les "décideurs" dans le choix de leurs orientations, et les concepteurs de manuels dans l'élaboration de nouveaux documents didactiques. L'étude du français pratiqué localement servira directement à la préparation (ou du moins à des conseils pour la préparation) de matériaux didactiques adaptés à la situation.

## **II. ORIENTATIONS**

En plus d'observations directes (multilinguisme sur les marchés et dans les entreprises, participation à des cours dans différents types d'écoles, rencontres avec des déscolarisés et des non-scolarisés, etc.), on procède à des enquêtes, sur Niamey et sur l'ensemble du Niger, au moyen de plusieurs types de questionnaires, adaptés à chaque contexte, et à des entretiens (parfois enregistrés). Des tests de compétence (en français, en hausa et en zarma) sont administrés à des personnes de différents niveaux et de différentes provenances.

### **1. Description de la situation de multilinguisme au Niger**

Le recensement de 1988 offre un aperçu de la situation ethno-linguistique du Niger mais, malheureusement, les données concernent uniquement les langues premières ou langues "maternelles" (correspondant aux groupes ethniques). Aucune information systématique n'a été rassemblée à ce jour sur le multilinguisme alors que la capacité de comprendre et de parler plusieurs langues est un facteur extrêmement important pour appréhender la dynamique de nombreux pays africains en pleine mutation, notamment dans les villes. Dans un pays multilingue, deux questions concernant les langues seraient à poser lors d'un recensement : 1) Quelle est la langue que vous parlez principalement ? 2) Quelles autres langues parlez-vous ?

Une enquête a déjà été menée, en juillet 1992, auprès de 500 personnes de Niamey, afin de préciser dans quels contextes sont employées les différentes langues (milieu familial, travail, vie quotidienne). Une autre enquête est en cours dans cette même ville, avec un questionnaire "léger", sur la communication dans les entreprises, dans la fonction publique et sur les marchés. Ces enquêtes extensives seront complétées par des entretiens individualisés auprès de quelques personnalités.

Des enquêtes extensives (portant sur un échantillon d'établissements scolaires à travers tout le Niger, particulièrement dans les classes de CM2) viseront à cerner les différentes langues parlées par les enseignants et les élèves. Elles donneront une image de la situation du multilinguisme au Niger, à l'échelle des arrondissements. Toute politique nouvelle d'aménagement linguistique devrait évidemment tenir compte de la situation des langues premières et des langues secondes dans chaque région du pays.

## **2. Mesure des compétences dans deux langues secondes : le hausa et le zarma**

Afin de compléter et d'affiner l'étude du multilinguisme de manière qualitative, on procède à des tests de compréhension à partir de textes pré-enregistrés ou écrits en hausa et en zarma, deux langues "véhiculaires" comprises par une large part de la population. Les personnes enquêtées déclarant parler le hausa ou le zarma comme langues secondes, devront répondre à certaines questions, répéter des phrases de plus en plus complexes... Le but est de calibrer les compétences en essayant de les situer par rapport au temps d'apprentissage et de pratique... Par ailleurs, on effectue des enregistrements de récits afin de cerner les "particularités", les "fautes" les plus fréquentes dans ces deux langues, compte tenu de l'origine des locuteurs : les Zarma commettent des fautes typiques lorsqu'ils parlent hausa ; les Peuls en commettent d'autres...

## **3. Le français pratiqué au Niger**

Une étude du français pratiqué localement, à l'oral et à l'écrit, est menée à partir d'enquêtes auprès de différentes couches de la population. Des documents écrits sont collectés par le biais des écoles (dictées, rédactions). Des articles de journaux, des textes littéraires... sont analysés. On procède à des enregistrements d'élèves, d'enseignants, de personnes non scolarisées pratiquant néanmoins le français, etc. On essaiera de dégager, de manière systématique, les particularités du français du Niger, à l'oral et à l'écrit, sous tous ses aspects : phonologique, morpho-syntaxique, lexical, sémantique.

Il est à noter que les étudiants nigériens (même les étudiants en linguistique) n'ont pas assez de recul pour dégager eux-mêmes les particularités du français du Niger, de "leur" français par rapport au français "standard". En l'occurrence, ils servent donc davantage d'informateurs que d'observateurs.

## **4. Politiques linguistiques et éducatives et stratégies familiales**

Différents rapports et projets concernant les politiques linguistiques et éducatives seront recensés. Par ailleurs sont réalisées des enquêtes auprès des cadres de l'administration et du secteur privé (les "forces vives de la nation") sur les orientations à donner pour une éventuelle réforme des politiques linguistiques et éducatives. Parmi les cadres, ont été contactés des hommes politiques, des responsables d'entreprises, des chefs d'établissements scolaires, des responsables d'associations ou d'organismes de développement, des étudiants... Les cadres de ce pays sont-ils

"conservateurs", "réformateurs" ou plutôt "révolutionnaires" dans l'âme, en matière d'éducation et de politique linguistique ?

Des enquêtes approfondies sont menées également auprès des familles (en distinguant les positions des pères et des mères) afin de cerner les choix éducatifs (école coranique, école publique/privée, scolarisation différenciée des filles et des garçons) et spécialement les choix des langues (école monolingue en français ou école bilingue : langue nationale et français, arabe et français).

Ces enquêtes se font sur l'ensemble du pays.

### **5. L'emploi des langues dans les medias : presse, radio, télévision**

Des articles de journaux, des émissions de radio et de télévision sont analysés dans leur forme et dans leur contenu. Auprès des journalistes, on cherche à cerner les problèmes d'ordre linguistique qu'ils rencontrent (source des informations, techniques de traduction, d'adaptation...). On effectue des sondages d'opinion auprès des consommateurs avec l'appui des services d'évaluation de ces différents organismes. Il est à noter que la presse nationale, dont les titres se sont multipliés récemment avec la démocratisation, est presque exclusivement rédigée en français. Par ailleurs, faute de soutien, les presses villageoises, qui éditent des petites brochures en langues nationales, connaissent actuellement de sérieuses difficultés. De nombreux journaux sont actuellement menacés par la dévaluation du CFA. La télévision produit quelques émissions en langues nationales : informations, émissions théâtrales ou religieuses, documentaires, spots publicitaires, qui restent limitées pour des raisons financières. La radio, surtout avec ses différentes stations régionales, fait une plus large part aux langues nigériennes. Il est évident qu'elle a un impact très important dans un tel pays aux revenus modestes, où la scolarisation est faible et où l'oralité joue un rôle majeur.

### **6. L'emploi des langues dans des opérations de développement**

Des enquêtes auprès des jeunes faiblement ou pas scolarisés et auprès des adultes non scolarisés devraient permettre d'apprécier leurs positions par rapport à leur niveau de scolarisation et leur compétence linguistique, à leur formation, à leur emploi, à leur avenir. D'où proviennent les échecs scolaires ? Quelles sont les résistances face aux projets d'alphabétisation ?

On mène également des enquêtes auprès des organismes de développement et des centres d'alphabétisation (qui emploient les langues nationales ou le français) pour évaluer les résultats obtenus (très irréguliers avec une tendance à la baisse) et tenter de dégager les causes des succès comme des échecs. Avec la crise économique, les soutiens accordés par l'Etat, par les ONG ou par les sociétés privées, sont en nette régression.

### **7. Evaluation des systèmes éducatifs**

Avec l'agrément du Ministère de l'Education Nationale, des enquêtes ont été menées dans différents types d'écoles (écoles de type classique, écoles expérimentales en langues nigériennes, écoles franco-arabes), dans les

collèges, les lycées et les écoles techniques ou professionnelles. Enquêtes auprès des chefs d'établissements scolaires pour préciser l'état des lieux et des effectifs, les problèmes rencontrés. Enquêtes auprès des enseignants, des élèves et des parents d'élèves pour cerner les problèmes d'éducation et de communication et rassembler des suggestions pour des alternatives. Des questions sont posées sur le statut et le rôle de la langue française par rapport aux langues "nationales".

On effectue des tests (dictée, rédaction, récit oral) afin d'évaluer les niveaux de français (en CE2, CM2 et 3ème) dans les différents types d'établissements scolaires, ainsi que la maîtrise des langues nationales dans les écoles expérimentales. On s'attend à des différences entre les établissements pratiquant le monolinguisme (en français) et ceux pratiquant un bilinguisme (écoles franco-arabes, écoles expérimentales où une langue nationale est enseignée parallèlement au français). Dans les écoles expérimentales, des tests porteront également sur les compétences des élèves dans leur propre langue (en CE1 et en CM2).

Des enquêtes sociologiques porteront sur les alternatives aux problèmes actuels de l'éducation : comment est perçu par les partenaires de l'école le double flux (le même maître enseigne à un groupe d'élèves le matin et à un autre groupe l'après-midi), ce qui représente une solution (plus ou moins bien acceptée) aux problèmes d'effectifs et d'infrastructures ? Comment pourrait-on contourner l'obstacle que constitue le coût de l'aide sociale (bourses scolaires, allocations) sur l'enseignement de base ? Comment développer la responsabilisation des parents afin que leur action complète celle de l'école ? Comment développer la scolarisation des filles, particulièrement difficile en milieu rural. Seront également abordées des questions relatives à la politique du livre, élément essentiel pour le développement d'une éducation de masse.

## **8. Recherches bibliographiques**

On prépare une bibliographie analytique et commentée sur les manuels didactiques en langues nationales, sur les études linguistiques et sociolinguistiques concernant les langues du Niger, sur les études du système éducatif. Ce travail collectif sera mené par l'ensemble des personnes engagées dans ce projet et sera supervisé par les trois responsables du programme. Il est, bien sûr, essentiel de répertorier les études déjà réalisées, extrêmement dispersées et mal connues, afin de progresser dans un domaine ou dans un autre.

Plusieurs mémoires de maîtrise sont en cours sur ces différents sujets. Une publication collective, prévue pour juin 1995, rassemblera les conclusions de chacune des enquêtes.